

FONDATION DESCARTES

NEWSLETTER

EDITION OCTOBRE 2021



LES ACTUALITES DE LA FONDATION DESCARTES



La Fondation Descartes est partie prenante de la commission "[Les Lumières à l'ère du numérique](#)". Lancée le 29 septembre 2021 à la demande du Président de la République, cette commission doit, d'ici la mi-décembre, "dévoiler une série de propositions concrètes dans les champs de l'éducation, de la régulation, de la lutte contre les diffuseurs de haine et de la désinformation". Au sein de cette commission, présidée par Gérard Bronner, également président du Conseil scientifique de la Fondation Descartes, figurent une quinzaine de chercheurs, d'universitaires et de personnalités, dont Laurent Cordonier, directeur de la recherche à la Fondation Descartes, et Frédérick Douzet, membre du Conseil Scientifique de la Fondation Descartes. Pour plus d'informations, voir [l'annonce officielle de lancement de la commission](#).

ETUDES, RAPPORTS ET SONDAGES

Bonneuil, C., Choquet, P. L., & Franta, B. (2021). Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971–2021. *Global Environmental Change*, 102386.

Tandis que le rôle d'entreprises pétrolières anglo-saxonnes dans la désinformation et la fabrique du doute climatique a été étudié de longue date – à l'instar d'Exxon (Oreskes & Conway, 2016) - le cas des entreprises françaises est resté à la marge des études historiques. Afin de documenter la stratégie de Total face au réchauffement climatique depuis les années 1970, des chercheurs ont analysé les archives de la communication interne et externe de la multinationale.

L'étude de ces archives révèle d'abord que les dirigeants de Total étaient conscients du danger que représentait leur activité pour le climat dès 1971 – date à laquelle une commission réclamée par Total produit un rapport très clair sur le lien entre réchauffement climatique et énergies fossiles et met en garde sur les risques encourus d'ici 2010. Malgré les mises en garde de leur propre commission, la firme

nie pourtant publiquement le rôle de l'activité humaine dans le réchauffement climatique et, en interne, passe sous silence les questions climatiques. Inquiète des politiques de régulation que la firme pourrait se voir imposer (notamment une écotaxe, évoquée par la Commission Européenne dès 1989), Total adopte une stratégie similaire à Exxon consistant à exagérer les zones d'incertitude scientifique (notamment l'absence de preuves expérimentales qui établiraient le lien entre émissions de gaz à effet de serre et augmentation de la température) et à proposer des solutions politiques alternatives ne menaçant pas le fonctionnement de son activité.

La similitude des stratégies d'Exxon et Total n'est pas qu'une pure coïncidence, mais le fruit d'un effort de coordination internationale entre les firmes pétrolières pour, dès les années 1980, contester la science du climat et retarder la régulation des énergies fossiles. C'est d'ailleurs l'objet de la création de l'IPIECA (International Petroleum Industry Environmental Conservation Association, 1974), composée de membres de compagnies pétrolières de nombreux pays et dont le but est d'organiser collectivement une offensive contre la réglementation de leurs activités.

Les auteurs de cette étude retracent également l'évolution de la stratégie communicationnelle de Total. Afin de conserver sa crédibilité et d'éviter de futures sanctions réputationnelles, Total finit par reconnaître publiquement les résultats du GIEC à partir des années 2000 et revendique d'importants investissements dans des énergies propres – tout en continuant d'investir massivement dans le pétrole. Cette nouvelle stratégie, dite d'écoblanchiment, permet une nouvelle fois à Total de semer le doute, non plus sur l'effectivité du réchauffement climatique mais, cette fois, sur son rôle dans les émissions de gaz à effet de serre.

[Euractiv - Loi sur les services numériques : une exemption pour les médias ouvrirait une brèche pour la désinformation](#)

(Digital Services Act: a media exemption would open a loophole for disinformation)

Dans cette tribune publiée par Euractiv, Diana Wallis, ancienne euro-députée et vice-présidente du Parlement Européen, prend position sur un débat lié au Digital Services Act: celui d'exempter ou non de modération par les plateformes numériques les contenus qui y sont publiés par des médias. Diana Wallis s'oppose à une telle exemption qui, selon elle, ouvrirait une brèche pour la désinformation et risquerait donc de rendre la nouvelle loi inutile.

Politico - [Bruxelles et Paris se divisent avec les éditeurs de presse sur les exemptions dans les règles de contenu en ligne](#)

(Brussels, Paris split with press publishers over exemptions in online content rules)

Cet article de Politico nous apprend que la Commission Européenne, le EUDisinfoLab et le gouvernement français ont exprimé leur opposition à l'addition d'une clause au Digital Services Act visant à exempter de modération par les plateformes numériques les contenus qui y sont publiés par des médias. Selon eux, cette exemption serait une porte ouverte à la désinformation et à la manipulation de l'information à la fois de la part d'organisations se faisant passer pour des médias, mais également de médias établis et controversés tels que Breitbart, Fox News ou France Soir. L'Allemagne ainsi que plusieurs médias se sont par contre exprimés en faveur de cette exemption. En effet, les médias seraient de plus en plus souvent confrontés à des désaccords au sujet de décisions de modération de contenus par les plateformes. Par exemple, la télévision française a été contrainte de revoir son contenu d'éducation sexuelle à l'attention des jeunes diffusé sur Snapchat, étant donné qu'il ne respectait pas les règles de la plateforme interdisant le partage de contenus sexuellement explicites.

Psychological Medicine - [L'adhésion à des théories complotistes permet de prédire le comportement en matière de santé et de bien-être pendant une pandémie](#) [L'adhésion à des théories complotistes permet de prédire le comportement en matière de santé et le bien-être pendant une pandémie.](#)

(Conspiracy beliefs prospectively predict health behavior and well-being during a pandemic)

Cette étude publiée par Psychological Medicine, montre que l'adhésion à des thèses complotistes est associée à des comportements délétères pour la santé dans un contexte pandémique.

Agence Science Presse - [Théories du complot: certains réseaux y sont plus favorables que d'autres](#)

Cet article de l'Agence Science Presse synthétise une étude menée chez des utilisateurs de réseaux sociaux issus de 17 pays, le risque d'adhérer à des théories du complot varierait en fonction des réseaux fréquentés. Ainsi le risque serait moins élevé sur Twitter que sur Facebook ou YouTube. Cette différence s'expliquerait par la façon dont les relations s'y créent entre les utilisateurs. Les relations sur Facebook se construisent autour d'amis et de connaissances, tandis que sur Twitter, les relations

se construisent autour de politiciens, de célébrités et de journalistes. La configuration de Facebook serait plus propice à la propagation de fausses informations que celle de Twitter, qui serait d'après cette étude une des seules plateformes à avoir un effet "négatif" sur l'adhésion à des théories du complot. Ainsi selon l'étude Twitter diminuerait légèrement l'adhésion à des théories du complot.

BFMTV - [Sur Instagram et Snapchat, des influenceuses dopées aux théories complotistes](#)

Cet article de BFMTV pointe du doigt deux influenceuses réunissant plus d'un million d'abonnés sur Instagram et Snapchat. Ces dernières y relaieraient des thèses et informations trompeuses notamment au sujet des vaccins. Elles contribueraient ainsi à banaliser et à populariser des discours complotistes auprès des plus jeunes.

The Atlantic - [Ce n'est pas de la désinformation. C'est de la propagande amplifiée.](#)

(It's Not Misinformation. It's Amplified Propaganda.)

Dans cette tribune publiée dans The Atlantic, Renee DiResta explique que les termes « mésinformation » et « désinformation » ne sont pas toujours adaptés pour qualifier certaines campagnes de désinformation en ligne. Elle préfère recourir à l'utilisation du mot-valise « ampligande », composé des mots amplification et propagande. Ce terme permet de mieux qualifier des situations dans lesquelles le public est un participant actif dans la création et l'amplification sélective de narratifs créant une réalité alternative. L'utilisation de ce terme permet de mieux comprendre les phénomènes et dynamiques cachés derrière la forte visibilité de certaines fausses informations, mais également de relativiser l'importance des trolls, bots et autres formes de faux comptes. S'il est aisé et facilement justifiable pour les plateformes de supprimer de faux comptes, il est moins facile de justifier la suppression du compte d'une vraie personne.

The Conversation - [Au Brésil, la désinformation a explosé sous l'ère Bolsonaro. Le coût humain est terrible](#)

Cet article paru dans The Conversation fait le point sur les fausses informations véhiculées par Jair Bolsonaro au Brésil au sujet du Covid-19, ainsi que sur le climat

informationnel et journalistique du pays. L'article note que le Brésil aurait enregistré en 2020 un triste record d'attaques contre des journalistes. Les auteurs plaident pour une meilleure éducation aux médias, une meilleure régulation des plateformes ainsi qu'un effort de modération des contenus.

Wall Street Journal - ["En fait, Facebook ne rend pas les gens plus furieux. Certaines personnes sont juste des crétins.](#)

("Actually, Facebook isn't making people angrier. Some people are just jerks".)

Cet article du Wall Street Journal avance que l'hostilité sur les réseaux sociaux ne découlerait pas principalement du fonctionnement des plateformes ou de l'effet qu'elles auraient sur leurs utilisateurs, mais avant tout des utilisateurs eux-mêmes. En réalité, les personnes se comportant de façon hostile dans la vie réelle le feraient également en ligne. Selon les recherches des auteurs, l'hostilité politique, tant en ligne que dans la vie réelle, s'expliquerait avant tout par un désir de gagner en statut et en reconnaissance. Si les réseaux sociaux donnent l'impression d'être particulièrement violents, c'est en raison de la forte visibilité des confrontations qui s'y produisent. Ainsi des confrontations qui se tenaient auparavant dans la sphère privée sont à présent publiques, et on peut assister quotidiennement à des confrontations entre des personnes qui nous sont complètement inconnues. Réduire l'hostilité sur les réseaux sociaux ne passerait pas uniquement par la régulation et la modération, mais aussi par la prise en compte des frustrations socio-économiques bien réelles des utilisateurs.

Institute for Strategic Dialogue - [Mauvais conseil : Une étude de cas sur l'échec de Facebook dans sa lutte contre la désinformation COVID-19](#)

(Ill Advice: A Case Study in Facebook's Failure to Tackle COVID-19 Disinformation)

L'Institute for Strategic Dialogue publie un rapport examinant les mesures mises en œuvre par Facebook pour lutter contre les fausses informations liées au Covid-19. Le rapport montre que Facebook n'a pas été en mesure de respecter son engagement d'interdire et de supprimer de ses pages les fausses informations sur la pandémie. Le rapport montre en particulier qu'il existe des différences significatives d'efficacité du processus de fact-checking entre l'anglais et d'autres langues.

Logically - [Un groupe conspirationniste au sujet du COVID-19 sur Télégramme est truffé d'antisémitisme](#)

("Telegram COVID-19 Conspiracy Group Rife With Antisemitism")

Cet article de Logically alerte sur la forte prévalence d'une rhétorique antisémite au sein d'un groupe Telegram associé à la propagation de thèses conspirationnistes au sujet du Covid-19. Sur cette boucle Telegram, un message sur 200 contenait un narratif ouvertement antisémite.

[The Guardian - "Le groupe qui a diffusé de fausses allégations concernant le Covid a doublé ses interactions sur Facebook en six mois. \("Group that spread false Covid claims doubled Facebook interactions in six months"\)](#)

Selon cet article du Guardian, les pages Facebook de l'organisation World Doctors Alliance, responsable de la circulation de fausses informations et de thèses conspirationnistes, auraient réussi à multiplier par deux leur taux d'engagement entre janvier et juin 2021. Ces données remettent en question les efforts et engagements de la plateforme pour contrôler et limiter la désinformation.

DANS L'ACTUALITE — THE FACEBOOK FILES

Que sont les Facebook Files ?

Les Facebook Files sont une série d'articles publiés par le Wall Street Journal basés sur des documents internes de Facebook, dévoilés par la lanceuse d'alerte Frances Haugen. Ces documents portent sur le fonctionnement de l'entreprise, ses manquements en termes de modération, de lutte contre la désinformation et de lutte contre la propagation de contenus dangereux. Un article de [Numerama](#) résume les 8 principales révélations des Facebook Files :

- La modération ne serait pas suffisamment développée pour des langues autres que l'anglais, ce qui s'accompagne par la prolifération de contenus haineux et dangereux dans ces autres langues,
- L'effort de modération des contenus par Facebook serait fonction des pays. Ainsi, très peu de ressources de modération seraient dédiées à certains pays, ce qui se traduirait par une faible qualité de la modération dans ces pays.
- La plateforme aurait été dépassée par les événements du Capitol en janvier 2021.
- Le fonctionnement de l'algorithme de la plateforme échapperait au contrôle des ingénieurs de Facebook,
- La plateforme n'est pas en mesure de limiter suffisamment la propagation de fausses informations sur ses pages,
- Facebook a failli se faire supprimer de l'Apple Store : en cause l'utilisation de la plateforme par des individus afin de vendre des domestiques et des travailleurs. La plateforme aurait sous-estimé l'ampleur de ce phénomène et aurait déployé peu de moyen pour limiter ce phénomène. Selon les documents internes, la plateforme n'aurait commencé à réagir qu'une fois

menacée de suppression par l'Apple Store, notamment en supprimant plus de 1000 profils et 100000 contenus.

- Les décisions de Mark Zuckerberg auraient tendance à privilégier la croissance de sa plateforme au détriment d'enjeux démocratiques et de sécurité de ses utilisateurs. La plateforme se serait montrée complaisante à l'égard de gouvernements autoritaires ou de personnalités polarisantes,
- Enfin, la plateforme ne saurait pas combien d'utilisateurs uniques sont inscrits.

Nous avons sélectionné quelques articles faisant le point sur les révélations des Facebook Files et sur leurs implications :

Le Monde - [Facebook mis en cause par un nouveau lanceur d'alerte](#)

Quelques semaines après les révélations de l'ingénieure Frances Haugen au sujet de Facebook, un nouvel employé révèle que la plateforme n'a pas réellement cherché à lutter contre la désinformation, les discours haineux, afin de ne pas perdre en popularité auprès de ses utilisateurs.

The New York Times - [Alarme interne, haussement d'épaules en public : Les employés de Facebook dissèquent son rôle lors des élections.](#)

Cet article du New York Times relaie et détaille des documents internes montrant que des employés de Facebook avaient tenté de signaler la circulation de fausses informations et de théories complotistes avant et après les élections de novembre. A chaque fois la compagnie s'est montrée peu encline à résoudre ces problématiques.

The New York Times - [En Inde, Facebook est aux prises avec une version amplifiée de ses problèmes.](#)

Selon cet article du New York Times, des documents internes montrent que Facebook peine à lutter contre la désinformation, les discours haineux et la célébration de la violence au sein de son marché le plus vaste, l'Inde. Dans le cadre d'une expérience, un compte vierge a été créé et a suivi les recommandations générées par l'algorithme de la plateforme. Le fil d'actualité de ce compte s'est rapidement retrouvé submergé de discours haineux, d'images violentes et de fausses informations. Cela semble corroborer les arguments avancés par des associations et activistes sur le terrain, selon lesquels la plateforme se développe dans des pays sans comprendre ou anticiper l'impact qu'elle pourrait avoir sur la culture et la politique locales. Ces groupes dénoncent également le manque de volonté de Facebook de déployer les ressources nécessaires pour lutter contre ces problématiques qu'elle amplifie ou crée.

Slate - [La crise de Facebook en Inde pourrait être la pire de toutes les crises de Facebook](#)

Selon cet article de Slate, 87% du budget de Facebook pour lutter contre les fausses informations serait réservé aux Etats Unis. De plus, les algorithmes utilisés par la plateforme pour classer certains contenus comme relevant de la désinformation ne seraient pas suffisamment développés pour reconnaître les contenus litigieux postés dans d'autres langues que l'anglais. Toujours selon cet article, en Inde la plateforme se serait montrée complaisante vis à vis de la rhétorique islamophobe d'organisations hindi nationalistes proches de Narendra Modi, contribuant ainsi à banaliser des discours de haine.

CNN - [Facebook savait que la plateforme était utilisée pour inciter à la violence en Éthiopie. La société n'a pas fait grand-chose pour enrayer sa propagation, selon des documents.](#)

D'après cet article de CNN, Facebook n'aurait pas fourni d'efforts à la mesure de la violence et de la viralité de contenus haineux lors de la guerre civile en Ethiopie. Ainsi, malgré les avertissements d'employés sur l'utilisation de la plateforme pour propager des discours haineux et des appels à la violence, la compagnie n'a pas été en mesure d'apporter des réponses adaptées, d'augmenter son budget de modération ou d'adapter ses algorithmes de détection de contenus dangereux aux langues locales.

Wall Street Journal - [Facebook savait qu'Instagram était toxique pour les adolescentes, selon des documents de l'entreprise.](#)

Cet article du Wall Street Journal, basé sur les documents internes de Facebook, montre que la compagnie est bien au fait de l'impact négatif d'Instagram sur la santé mentale de certaines de ses utilisatrices. Ainsi le document interne dévoile que l'application aurait un effet nocif pour une utilisatrice sur trois. Malgré cela, le réseau social n'aurait pas mise en œuvre de solutions concrètes et ambitieuses pour améliorer la situation. Pire, dans sa communication publique, la plateforme aurait eu tendance à minimiser ses effets délétères sur ses utilisatrices.

WIRED - [Facebook utilise des calculs trompeurs pour masquer son problème de discours haineux](#)

Selon cet article de WIRED, l'algorithme de Facebook de lutte contre les discours haineux serait inefficace, contrairement à ce que clame publiquement la compagnie. En effet, selon des rapports internes, seuls 3 à 5% des discours haineux seraient supprimés, contrairement aux 90% que l'entreprise revendique supprimer. L'auteur suggère que les plateformes publient leurs taux de suppression de contenu délétère dans différentes catégories (haineux, désinformation) afin de créer plus de transparence.

Le Monde - [En changeant de nom pour Meta, le groupe Facebook parie sur l'avenir](#)

Cet article du Monde revient sur le changement de nom du groupe Facebook, annoncé le 28 octobre 2021. Ce changement de nom intervient alors que le groupe est pris dans le scandale des Facebook Files. Le groupe souhaiterait ainsi se donner une image portée vers l'avenir et le développement d'une expérience utilisateur inédite à travers le « métavers ». La volonté du groupe est de révolutionner les réseaux sociaux grâce à l'intégration et à la consolidation de la réalité virtuelle. Pour ce faire, le groupe s'est doté d'un investissement de 150 millions de dollars pour encourager les développeurs à créer du contenu sur sa plateforme de réalité virtuelle.

LES ÉVÉNEMENTS**Science and you**

Qui : Université de Lorraine
Quand : du 16 au 19 novembre
Où : Centre des Congrès Robert Schuman de Metz

Table ronde : Esprit scientifique - Esprit critique et Education

Qui : Université de Lorraine avec Laurent Cordonier
Quand : 18 novembre de 17h à 18h
Où : Centre des Congrès Robert Schuman de Metz

Fake News

Qui: Fondation EDF
Quand : jusqu'au 20 janvier 2022
Où: 6 rue Juliette Récamier, 75007 Paris

Fabrique de l'information : une résidence inédite de journalistes sur le campus Sciences

Qui: Université de Nantes
Quand: jusqu'au 3 décembre 2021
Où: Campus Lombarderie de l'Université de Nantes

A regarder: [L'argent de la désinformation](#)

Cet article de France Info présente le documentaire *Fake news, la machine à fric* réalisé par Aude Favre et Sylvain Louvet. Le documentaire est disponible sur France.tv jusqu'à septembre 2022. Aude Favre fait partie de la commission Bronner,

mandatée par le Président de la République au sein de laquelle la Fondation est partie prenante.

LA FONDATION DESCARTES

La **FONDATION DESCARTES** est une Fondation citoyenne, apaisane, indépendante et européenne ayant comme horizon l'intérêt général.

Sa vocation est de promouvoir une information sincère, pilier essentiel d'une démocratie saine. Une information sincère correspond à une relation des faits exacte, complète et dénuée d'intention d'en fausser la compréhension.

La Fondation Descartes est née d'une réflexion sur la perte de confiance dans l'information et les médias, liée notamment à l'accroissement des désinformations et manipulations de l'information. Nous pensons que la sincérité de l'information, et la confiance des citoyens en celle-ci, sont indispensables au fonctionnement harmonieux de nos démocraties.

Les missions de la Fondation Descartes sont :

- sur le long terme, de promouvoir l'exigence d'une information sincère, et de faciliter et d'encourager la recherche fondamentale sur les mécanismes de la désinformation ;
- sur le moyen terme, de diffuser et de partager ce savoir auprès de la société civile et des professionnels de l'information ;
- sur le court terme, de maintenir une veille active visant à détecter la désinformation et à alerter sur ses dangers.

Retrouvez la Fondation Descartes sur son site Internet : fondationdescartes.org
Vous pouvez aussi vous abonner à la newsletter mensuelle de la Fondation Descartes via ce lien : <https://www.fondationdescartes.org/inscription-newsletter/>